LE SOCIALISTE

ORGANE CENTRAL DU PARTI OUVRIER

ABONNEMENTS

3 mois 1 fr. 50, 6 mois 3 fr., un an 6 fr.

10 CENT. le NUMERO

TOUT CE QUI CONCERNE LA RÉDACTION DOIT ÊTRE ADRESSÉ

AU SECRÉTAIRE du CONSEIL NATIONAL

PARIS — 14, AVENUE DE MONTSOURIS, 14 — PARIS

ADMINISTRATION

98, RUE MONTORGUEIL, 98

PARIS

A L'ŒUVRE

Le Congrès de Lille a montré notre Parti ouvrier en plein développement, ayant poussé de profondes racines dans 97 communes du Pas-de-Calais, du Nord, de l'Aisne, de la Somme, de la Marne, de l'Aube, de la Seine, de l'Yonne, de l'Allier, du Rhône, de la Loire, du Gard, de l'Aude, de l'Hérault, de la Gironde et des Bouches-du-Rhône.

Parmi les 71 délégués de 223 groupes ou syndicats, deux députés, un conseiller général, deux conseillers d'arrondissement, sept conseillers municipaux et plusieurs conseillers prud'hommes. Autant de brèches déjà faites dans les places fortes de la bourgeoisie gouvernementale.

Il a, par l'unanimité avec laquelle toutes les résolutions ont été prises, témoigné de l'accord théorique et pratique qui règne entre toutes les fractions du Parti. Accord nécessaire à un parti d'avant-garde et rendu plus éclatant encore par les divisions mortelles qui, à la même heure, achevaient cette contrefaçon du socialisme révolutionnaire qu'a toujours été le possibilisme.

Mais le Congrès de Lille a fait mieux. Il a, au moyen d'un règlement général assez large pour laisser se mouvoir librement les initiatives locales et assez convergent pour qu'aucun effort ne soit désormais perdu, créé les conditions indispensables à une action d'ensemble. Avec son programme, ses Congrès annuels, son Conseil national, son journal officiel et son budget, l'outillage du Parti est aujourd'hui complet.

Il ne nous reste qu'à le mettre en œuvre. L'outil, en effet, ne vaut que par l'ouvrier.

Et l'ouvrier, ici, c'est nous tous, ce sont tous les groupes et membres du Parti qui, fortifiés par la revue qu'ils viennent de passer de nos forces et par la poignée de mains fraternellement échangée entre camarades de tous les points de la France, doivent sans désespérer exécuter, chacun dans leur milieu, ce qu'ils ont décidé en commun.

Le premier acte qui s'impose, c'est la nomination du secrétaire qui doit, dans chaque organisation politique ou corporative, correspondre avec le Conseil national. Sans ces relations constantes entre les divers membres du Parti et l'organe central, pas d'existence possible, c'est-à-dire pas de lutte féconde.

Le Conseil national et le *Socialiste* qu'il a mandat de publier, ne peuvent fonctionner utilement qu'autant qu'ils seront tenus régulièrement au courant de tout ce qui se fait ou se propose dans les différentes compagnies ou bataillons qui constituent la grande armée.

Donc, avant tout, nomination des secrétaires-correspondants et notification de ces nominations urgentes au Conseil national.

Une autre question à résoudre sans plus tarder, c'est celle des fonds. Non pas que nous nous nourrissions l'illusion d'arriver d'ici longtemps aux résultats de nos amis d'Allemagne qui, leurs frais électoraux couverts, après avoir indemnisé à raison de 6,000 fr. par an les 36 élus du Parti, ont justifié à Halle d'une encaisse de 200,000 fr. Nous ne sommes pas aussi ambitieux. Mais il faut, pour suffire aux nécessités de la propagande et du recrutement, que les cotisations si minimes, souscrites par les délégués du Parti à Lille, ne se fassent pas attendre.

Aux termes de l'article 3, titre III, une « cotisation de 5 centimes par mois » est obligatoire pour chaque membre du Parti, sauf pour les Chambres syndicales qui peuvent toujours remplacer cette cotisation individuelle par une contribution collective fixe d'au moins 1 fr. par mois.

Aux groupes à aviser leurs membres d'avoir à se mettre en règle sur ce point immédiatement.

Ce même article impose à chaque membre une *carte d'adhérent* du prix du 10 centimes.

Ces cartes—pour 1890-91—sont à la disposition des groupes qui n'ont qu'à adresser leurs demandes au Conseil national.

L'article 4 enfin, titre VI, porte « qu'en dehors de cette carte, chaque membre devra être muni du programme et du règlement général qui seront délivrés par le Conseil au prix de 10 centimes ».

Programme et règlement sont actuellement sous presse. Les groupes sont donc invités à s'inscrire pour le nombre d'exemplaires qu'il leur faudra.

Affaire de gros sous, affaire de vie et de victoire pour un parti comme le nôtre qui doit bien se persuader que c'est par leur argent autant que par leur sang que « l'émancipation des travailleurs peut et doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Jules Guesde.

On trouvera plus loin les détails de la nouvelle victoire que vient de remporter le Parti ouvrier.

Cinq des nôtres, parmi lesquels Fouillard, Delorme et Perraud — délégué au Congrès de Calais — entrent dans le Conseil municipal de Roanne.

Un bravo de tout cœur aux travailleurs roannais !

Jusqu'à Pichon — le révolutionnaire d'antan déteint en radical — qui ne peut me pardonner d'avoir en Allemagne fait crier : vive la France ouvrière et socialiste ! par les quatre cent douze représentants du prolétariat d'outre-Vosges.

Il paraît que, pour ce républicain devenu cosaque, le patriotisme obligeait les délégués du Parti ouvrier français à crier et à faire crier : Vive le Tzar !

Pourquoi pas : Vive le Knout ! comme le demande très justement notre ami Payan dans l'*Action Sociale*, de Lyon.

Un autre journal socialiste, le *Salariat*, de Rouen, n'est pas moins topique dans sa réplique aux aboyeurs de la presse bourgeoise.

Après avoir rappelé que l'ambassadeur de toutes les Russies, le baron de Morenheim, faisait, l'année dernière, défense à la société chorale finnoise de chanter la *Marseillaise*, en observant qu'il « ne convient pas à des Russes, sujets d'un empereur russe, de chanter un hymne républicain, » le *Salariat* ajoute :

« Ce qui nous étonne, c'est que, pour la même raison, Constans n'ait pas interdit sur tout le territoire français la *Marseillaise* et imposé le « Dieu sauve le Tzar » comme hymne national français. « Il ne faut désespérer de rien ! »

Même de voir en exergue sur les nouvelles pièces de cent sous que fait frapper la République des Pichon : « Le Tzar protège la France. »

Mon Stéphane, il te faut purger

Avec quatre grains d'ellébore.

J. G.

BUREAUX DE STATISTIQUE SOCIALE

Un des résultats les plus pratiques du Congrès de Halle a été la création de commissions d'enquête sur l'état des différentes

industries. Le parti socialiste allemand a compris le premier la nécessité qui s'imposait pour le prolétariat de mettre à la base de ses revendications une étude statistique des différentes conditions où se trouvent les ouvriers dans les diverses industries.

Bebel a commencé le mouvement par une étude approfondie de la boulangerie en Allemagne, et les adversaires bourgeois ont été obligés de reconnaître que ce n'est que depuis qu'un socialiste s'en est mêlé que nous avons des renseignements précis sur cette industrie.

Le temps des enquêtes gouvernementales est passé et trépassé. La lamentable issue de l'enquête du Reichstag cette année et de l'enquête similaire de M. Ribot en France a montré aux plus récalcitrants que cette immense tromperie des commissions bourgeoises qui avait réussi si longtemps à arrêter les revendications ouvrières, avait fait son temps. Jadis, la création d'une commission parlementaire pour étudier une question sociale signifiait l'enterrement de première classe de cette question même.

Les socialistes seuls peuvent faire d'une enquête une vérité scientifique. Eux seuls ayant envisagé et découvert le problème peuvent le résoudre à la fois par le raisonnement et l'action. C'est à nous qu'il faudra venir demander des renseignements sur la situation ouvrière, puisque les bourgeois n'y voient plus clair et y perdent leur latin.

Mais il faut que cette idée, jaillie du cerveau allemand, se répande partout dans le prolétariat international ; il faut que partout où il y a des socialistes, il y ait des commissions d'enquête et des rapports. Il faut, enfin, que la fin de ce siècle voit apparaître le bilan de la société bourgeoise, dressé par les soins des socialistes, et que ce bilan soit le signal de la banqueroute d'une classe, non seulement vaincue mais convaincue.

Pour que cette enquête soit productive et utile, il faut qu'il n'y ait qu'une commission, divisée en différents groupes, qui se communiqueraient leurs résultats aux grands Congrès internationaux et permettraient ainsi une publication annuelle ou bi-annuelle des cahiers du Prolétariat.

B

VIVE LES HUIT HEURES !

On sait qu'un grand nombre de travailleurs et les organisations franchement socialistes avaient décidé — et non sans raison — de laisser pour compte à la Chambre son questionnaire relatif à la réduction de la journée de travail. Ayant manifesté leur volonté le 1^{er} mai par la délégation envoyée aux pouvoirs publics et par les pétitions dont est saisie la Commission du travail, ils n'ont pas jugé de leur dignité de se prêter à un interrogatoire plus qu'inutile, dangereux par la façon jésuitique dont étaient posées les questions.

Malgré cette abstention qui s'est traduite par le renvoi à la Commission de 24,043 questionnaires, sur les 22,517 réponses parvenues et classées, 16,555 sont favorables à la réduction de la journée de travail par voie législative, et 5,738 à la journée de huit heures.

Le nombre des syndicats qui ont répondu s'élève à 171, sur lesquels 154 réclament la limitation légale de la journée de travail des adultes et 82 la journée de huit heures.

Ces chiffres, qui ne concernent que Paris, doivent faire rire jaune nos honorables qui avaient rêvé d'arracher au prolétariat parisien un démenti à la manifestation du 1^{er} mai et qui se trouvent pris à leur propre piège.

CHANT DU CRÉPUSCULE

Le vieux féodal, le Comte de Moltke, à qui l'Allemagne réactionnaire fait aujourd'hui fête, envoyait dernièrement à un auteur anglais une lettre où l'on voit qu'il se rend un compte exact de la situation et ne se laisse pas tromper par les fanfaronnades du jeune empereur.

« Je désire seulement, dit-il, qu'en éveillant le sentiment patriotique, on fortifie les jeunes gens de seize à vingt-et-un ans, époque à laquelle ils quittent l'école avant d'entrer à l'armée, notre grand et universel moyen d'éducation. On pourrait ainsi leur montrer le danger dont nous menacent les menées des socialistes-démocrates, menées auxquelles les jeunes gens se laissent prendre trop aisément, comme l'expérience nous l'apprend, durant cette périlleuse période. »

Ainsi c'est la jeunesse allemande, c'est le sang et la vie de la nation qu'a infectés, d'après le vieux feld-maréchal, le Socialisme. Il ne voit de salut que dans l'armée et le sentiment patriotique. Mais ce sont là deux vieux débris du passé que l'on ne peut plus rammer. La fièvre patriotique a abandonné les cerveaux conscients en Allemagne, et l'armée elle-même est composée aux trois quarts d'éléments socialistes.

Le Crépuscule des Dieux approche, et c'est bien le dernier chant du crépuscule que l'Allemagne conservatrice et féodale chante aujourd'hui par la voix du vieux représentant du militarisme et du loyalisme teutons.

UN RAPPORT ÉCRASANT

On sait que, pour avoir l'air de faire quelque chose en faveur de la classe ouvrière, nos gouvernants ont demandé aux représentants de la France à l'étranger des rapports sur les conditions du travail dans les divers pays.

C'est notre ambassadeur à Berne, M. Emmanuel Arago, qui a le premier satisfait au désir de M. Ribot, et le rapport, qui a été distribué la semaine dernière, est, malgré les tours et les détours de son auteur, écrasant pour la République française.

La Constitution fédérale helvétique, qui date du 29 mai 1874, stipule « le droit de la Confédération de statuer sur le travail des enfants dans les fabriques, sur la durée du travail qui pourra être imposé aux adultes, ainsi que sur la protection à accorder aux ouvriers contre l'exercice des industries insalubres et dangereuses ».

Et ce droit n'est pas resté lettre morte, témoin la loi du 23 mars 1877 sur le travail dans les fabriques et les lois du 25 juin 1881 et du 26 avril 1887 sur la responsabilité civile des fabricants.

En Suisse, l'article 1^{er} du programme économique de notre Parti ouvrier est réalisé en ce qui touche les enfants : le travail industriel est interdit au-dessous de 14 ans.

En Suisse, les règlements d'atelier sont soumis « à l'approbation du gouvernement cantonal, à son contrôle permanent et au droit de discussion par les ouvriers des dispositions qui les concernent ». Les amendes sont limitées à la moitié, au maximum, du salaire d'une journée et le produit doit en être versé intégralement dans les caisses ouvrières de secours.

En Suisse, le paiement des salaires doit s'effectuer au plus tard tous les quinze jours et en monnaie légale ; toute retenue est interdite, ainsi que les contributions forcées pour certaines institutions mêmes utiles à l'ouvrier, telles que caisses de secours et d'épargne.

En Suisse, la journée de travail est fixée à 11 heures au maximum, et à 10 heures le samedi et la veille des jours fériés. Commencée à 5 heures du matin en juin, juillet et août, et à 6 heures pendant le reste de l'année, la journée doit se terminer uniformément à 8 heures du soir au plus tard.

En Suisse, le travail de nuit est supprimé pour les femmes et pour les adultes de moins de 18 ans.

En Suisse, un repos de huit semaines est assuré aux femmes avant et après leurs couches.

En Suisse enfin, le patron est, dans tous les cas, responsable de tout accident survenu à son ouvrier dans le cours de l'exploitation à moins qu'il ne prouve que l'accident a eu lieu par suite d'un cas de force majeure, par la propre faute du lésé, ou encore par suite d'un délit ou d'un crime imputable à un tiers, « à condition que ce tiers soit étranger à la fabrique ».

Et, ce qui achève notre confusion, toutes ces prescriptions, depuis dix ans que fonctionne cette législation du travail, sont « sérieusement appliquées ».

Le reste du rapport de M. Arago ne vaut pas l'argent qu'il coûtera aux contribuables. C'est un long procès de tendance aux travailleurs français, au révolutionnarisme desquels l'ambassadeur de M. Ribot oppose « la sagesse et l'esprit de légalité » des travailleurs helvétiques. Or, de l'aveu du même Arago (page 28), sait-on comment s'est manifesté ce respect de la loi lors de la grève des serruriers de Zurich en 1886-87? « Des » groupes d'ouvriers grévistes se trouvaient » échelonnés sur toutes les voies de communication chemins de fer, routes et sentiers, » aboutissant à Zurich. Tout voyageur, tout » promeneur inoffensif était tenu de montrer » ses mains. Il n'était autorisé à poursuivre » la route que si les mains ne portaient » aucune trace révélatrice du travail de la » forge. »

Ce n'est pas nous, certes, qui blâmerons une pareille énergie, que nous donnerions plutôt pour modèle aux ouvriers. Mais parions que si ces derniers s'avisent d'imiter « la sagesse » zurichoise, les supérieurs de M. Arago, M. Ribot et ses collègues ministériels n'auraient pas assez de gendarmes et de soldats pour déboucher les grévistes des « chemins de fer, routes et sentiers » et les traîner en prison, pour entrave à la circulation et atteinte à la liberté du travail.

M. Arago termine son rapport en annonçant que le Congrès international de 1891 aura lieu en Suisse, alors que nul n'ignore que la Commission exécutive de Zurich a été chargée par tous les partis socialistes de le convoquer à Bruxelles.

Toujours bien informés les ambassadeurs de notre République bourgeoise!

J. G.

Les riches sucriers n'ont pas entendu laisser écorner, au profit du plus percé des Trésors publics, les montagnes d'or que leur assurait la plus exceptionnelle des législations. Aussi, en même temps qu'à l'aide d'une cinquantaine de députés de droite et de gauche, ils mènent dans la Chambre une furieuse campagne contre la loi de finance qui a réduit leurs bénéfices d'une vingtaine de millions, ont-ils imaginé de rejeter ce qu'ils appellent un supplément d'impôt sur le cultivateur de betteraves d'une part, sur les ouvriers des sucreries de l'autre.

Aux yeux la besace ! Aux travailleurs industriels et agricoles à payer pour nos fabricants de sucre, devenus des fabricants de famine !

Donc, pendant que les propriétaires individuels ou collectifs des 413 usines valant plus de 160 millions, s'entendaient pour ruiner les cultivateurs en ne payant même pas la betterave au prix de revient, ils adressaient confidentiellement à « leurs ouvriers » l'ultimatum suivant :

SUCRERIE DE _____ Le 20 septembre 1890.
près _____ (Aisne)

SOCIÉTÉ ANONYME
capital _____

Monsieur,

Nous vous informons que pour la fabrication que nous allons commencer le personnel, qui était payé aux diffuseurs, le sera à l'avenir aux 1,000 kilogrammes de betteraves, poids régie.

Voici la nomenclature des prix :

Taux des salaires de 1889 mis en comparaison sur les bases arrêtées pour 1890.

1. Four à couettes (ils seront 3 au lieu de 2), 5 centimes les 100 kilogrammes, 1890; 8 centimes, 1889.
 2. Machinistes, 4 centimes les 100 kilogrammes, 1890; 6 centimes 1/2, 1889.
 3. Bacs à jus chaulé, 4 centimes les 100 kilogrammes, 1890; 5 centimes 1/4, 1889.
 4. Première carbonation, 4 centimes 1/2 les 100 kilogrammes, 1890; 6 centimes 1/2, 1889.
 5. Deuxième carbonation, 4 centimes les 100 kilogrammes, 1890; 6 centimes 1/4, 1889.
 6. Aides carbonation, 3 centimes 1/2 les 100 kilogrammes, 1890; 6 centimes 1/4, 1889.
 7. Couleurs, 4 centimes les 100 kilogrammes, 1890; 6 centimes, 1889.
 8. Filtres-presses, 4 centimes 1/2 les 100 kilogrammes, 1890; 6 centimes 1/2, 1889.
 9. Rouleurs écumes, 4 centimes 3/4 les 100 kilogrammes, 1890; 6 centimes, 1889.
 10. Four à chaux, chef, 4 centimes 1/2 les 100 kilogrammes, 1890; 6 centimes 1/2, 1889.
 11. Four à chaux, aides, 4 centimes les 100 kilogrammes, 1890; 6 centimes 1/4, 1889.
 12. Fondeurs de chaux, 4 centimes les 100 kilogrammes, 1890; 6 centimes 1/4, 1889.
 13. Chauffeurs, 5 centimes 1/2 les 100 kilogrammes, 1890; 7 centimes, 1889.
 14. Rouleurs de charbon, 4 centimes 1/4 les 100 kilogrammes, 1890; 6 centimes 1/4, 1889.
- Veillez me dire de suite si vous viendrez prendre votre poste; si vous ne répondez pas, nous ne compterons pas sur vous.
- Nous commencerons le mercredi, 24 septembre, à 9 heures du matin; vous devez vous rendre le 24 septembre, à 8 heures 1/2 du matin.
- Recevez, etc.

C'est une réduction, en bloc, de 33 p. 0/0. Pour les 25,000 ouvriers employés — à raison de 1.000 fr. en moyenne par an — cela fait 8 millions 333 mille francs supprimés — j'allais dire volés — du jour au lendemain.

Mais, pour s'occuper des 25,000 familles ainsi atteintes dans leur pain quotidien, personne. La seule misère que crient les journaux — et pour cause — est celle des patrons affameurs.

1888), où étaient représentées toutes les fractions du parti socialiste français, mais où les possibilistes n'osèrent pas se présenter, se rallia à la décision prise au Congrès syndical de Bordeaux.

Aux jours dits, le 10 et le 24 février 1889, à Paris et dans un grand nombre de villes de France, une délégation alla réclamer aux pouvoirs publics l'établissement légal de la journée de 8 heures. Cette manifestation eut un grand retentissement en Europe et en Amérique.

V

Le 1^{er} Mai 1890.

Les délégués socialistes des Congrès de Bordeaux et de Troyes avaient convenu entre eux que si la manifestation du 10 et du 24 février réussissait, ils proposeraient au Congrès international, qui devait se réunir à Paris durant l'Exposition universelle, de décider de la répéter internationalement.

Presque à la même époque, le Congrès de l'*American Federation of Labour*, qui se tenait à St-Louis en décembre 1888, décidait d'envoyer un délégué au Congrès international de Paris pour inviter les ouvriers européens à célébrer en même temps que les travailleurs américains le Premier Mai 1890, comme la fête internationale du travail.

Le Congrès international ouvrier socialiste de Paris passa inaperçu au milieu des fêtes et du tohu-bohu de l'Exposition; il fut ignoré par la presse, occupée aux comptes-rendus des Congrès bourgeois qui pullu-

lèrent. Vous verrez que si — ce qui n'a rien d'improbable — les sucriers finissent par avoir gain de cause, c'est-à-dire par se faire rétablir dans l'intégralité de leurs anciens profits, ils ne se trouveront pas dix dans la Chambre pour conditionner le retrait de la loi du 5 août 1890 à la réparation du dommage causé aux estomacs ouvriers et dont cette loi a été le prétexte !

LE CONGRES DE CALAIS

En outre des résolutions que nous avons dû, faute de place, résumer dans le dernier numéro du *Socialiste*, le quatrième Congrès de la Fédération nationale des syndicats et groupes corporatifs ouvriers de France a émis un certain nombre de vœux à l'appui :

De l'abrogation de la loi contre l'Association internationale des travailleurs ;

De la suppression des bureaux de placement ;

De l'abrogation des articles 414 et 415 du Code pénal.

AUTRES VŒUX

Le prochain Congrès national

Le Congrès, dans sa séance du 14 octobre, a émis le vœu que le Congrès prochain soit tenu à Marseille, à la condition expresse que les chambres syndicales organisatrices aient, trois mois au moins avant l'ouverture du Congrès, adhéré à la Fédération.

Les chambres syndicales constituant la Fédération fixeront elles-mêmes la date de ce Congrès, par leur réponse au questionnaire qui leur sera adressé après le Congrès international.

Grève des mineurs

Le Congrès, considérant l'adoption du principe de la grève générale, ou plutôt, de la cessation complète du travail par le moyen de la grève des mineurs; décide :

D'engager tous les travailleurs à faire de l'agitation au sein de leur corporation respective en vue de ce grand mouvement international qui doit provoquer l'arrêt complet de toute activité industrielle, et de s'occuper dès ce jour d'assurer aux mineurs, devenus les libérateurs du prolétariat tout entier, la possibilité de vivre, eux et les leurs, pendant la période de grève.

Le Congrès adresse aux camarades de la mine tous ses encouragements et l'assurance de sa solidarité.

Les travailleurs de la mer

Le Congrès, après avoir pris en considération le rapport d'un groupe de la marine marchande de Marseille; émet le vœu que les travailleurs de la mer organisent un Congrès spécial pour y débattre leurs intérêts communs.

Tous les membres de la Fédération s'engagent à leur donner leur appui pour cette œuvre.

Durée des Congrès ouvriers

Les délégués émettent le vœu que les Congrès futurs soient de courte durée, quatre jours au plus, et que la date de leur tenue concorde avec des jours fériés.

Organisations syndicales

Le Congrès recommande aux corporations ouvrières d'éviter la multiplicité des syndicats d'une même profession dans la même localité.

laient. Cependant, ce Congrès, le plus important des Congrès socialistes internationaux qui se soient jamais tenus, réunissait dans le Paris de la Commune et des journées de Juin 1848, les représentants de tous les partis ouvriers des deux mondes, au nombre de 395 délégués. L'Allemagne avait envoyé 81 délégués; l'Alsace-Lorraine, 1; l'Angleterre, 20; la République Argentine, 1; l'Autriche, 11; la Belgique, 14; la Bohême, 1; la Bulgarie, 1; le Danemark, 3; l'Espagne, 2; les Etats-Unis d'Amérique, 5; la Finlande, 1; la Hollande, 4; la Hongrie, 3; l'Italie, 11; la Norvège, 3; la Pologne, 4; la Roumanie, 5; la Russie, 6; la Suède, 2; la Suisse, 6; la France, 210; — (128 des départements et 82 de Paris.)

Les délégués, après avoir repoussé la proposition d'une grève générale comme trop prématurée, votèrent à l'unanimité la résolution suivante :

« Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à 8 heures la journée de travail, et d'appliquer les autres résolutions du Congrès international de Paris.

« Attendu qu'une semblable manifestation a déjà été décidée pour le 1^{er} mai 1890 par l'*American Federation of Labour*, dans son Congrès de décembre 1888 tenu à St-Louis, cette date est adoptée pour la manifestation internationale.

« Les travailleurs des diverses nations

Il faut que les travailleurs sachent faire abnégation de leurs préférences personnelles pour se grouper tous sous la même bannière.

LE PARTI OUVRIER

EN FRANCE

CALAIS

La réouverture des ateliers n'a pas plus « séduit » nos braves tullistes que la fermeture ne les avait intimidés. Ce que voyant, les patrons ont fait comme Mahomet qui, la Montagne ne venant pas à lui, finit très sagement par aller à la Montagne. Ils se sont décidés à traiter avec les grévistes. Et depuis quelques jours, commission patronale et commission ouvrière sont occupées à élaborer un tarif général.

Dès dimanche le dévoué Salembier a pu annoncer aux camarades, au milieu des applaudissements, que le paiement des journées de *changement* était acquis. Grâce aux quatre francs par jour qui ont été obtenus on ne restera plus des 7, 8 et 9 semaines sans apporter un sou à la maison.

Et mardi, à la nouvelle que le tarif voté était terminé et que la partie qui reste à élaborer le sera dans vingt-quatre heures, les grévistes, victorieux, ont décidé à l'unanimité de réintégrer en masse les ateliers.

Ils ont pris, à l'unanimité également, une autre résolution non moins importante et qui vise les 280 petits fabricants qui n'avaient pas interrompu le travail. On leur soumettra les nouveaux prix convenus avec les soixante-dix, et en cas de non acceptation de leur part, on commencera contre eux une campagne de grèves partielles ou de mises à l'index successives.

C'est dans ce but, pour compléter ainsi la victoire, que le citoyen Letailleur continue ses démarches auprès des divers *Trade-Unions* d'Angleterre, démarches qui, admirablement conduites, sont partout couronnées de succès. Grâce aux subsides qui arrivent non seulement d'Angleterre, mais de France (Roubaix, 100 fr.; Marseille, 20; Lyon, 50; Lille, 15, etc.) on pourra assurer 15 francs par semaine et par tête aux soldats de la nouvelle grève.

Ce n'est pas tout. Nos amis Salembier et Delcluze, dont l'énergie et le dévouement ne se lassent pas, ont résolu de partir pour Caudry où se fabrique également la dentelle mécanique, afin d'y organiser les tullistes et de leur faire obtenir les prix supérieurs obtenus à Calais par une résistance de plus d'un mois.

Qui sait, enfin, si nous ne verrons pas avant peu se constituer une vaste fédération, non plus seulement nationale, mais internationale des tullistes comprenant avec Calais et Caudry, St-Quentin en France, Nottingham en Angleterre et... en Allemagne!

ROANNE

Les travailleurs de Roanne ont répondu à l'appel du Parti ouvrier. Ils ont fait la lutte de classe en marchant seuls aux urnes, leur drapeau déployé. Et le scrutin pour le remplacement de neuf conseillers municipaux a donné 1080 voix pour la liste socialiste contre 487 pour la liste radicale.

On s'explique maintenant pourquoi les radicaux insistent tant pour que dès le premier tour on fit une liste commune. Ils avaient conscience de leur fai-

auront à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur sont imposées par la situation spéciale de leur pays.

L'Exposition universelle de Londres de 1862 fut l'occasion de la première entente internationale de la classe ouvrière; durant l'Exposition universelle de Paris de 1889, fut donné le mot d'ordre qui a un jour déterminé, mit sur pied le prolétariat des deux mondes. Le mouvement ouvrier n'est qu'une conséquence nécessaire du développement capitaliste.

Le 1^{er} mai est la fête internationale du travail: il sera célébré d'année en année avec un concours de peuple sans cesse grandissant. De tous côtés, on se prépare pour le 1^{er} mai 1891: les mineurs réunis au Congrès international à Jolimont ont agité la question, s'ils ne devaient choisir cette date pour commencer une grève générale; ils doivent se réunir de nouveau dans le courant d'avril 1891 pour trancher la question.

La manifestation de mai 1890 ouvre une ère nouvelle au mouvement socialiste international.

Les économistes, les patrons, les politiciens, les hommes graves et sensés des partis bourgeois ont à propos de la manifestation de mai fait une débauche d'arguments, tous plus irréfutables les uns que les autres, pour démontrer que la journée de 8 heures est impraticable; qu'elle serait la ruine de toute industrie, et que, par conséquent, elle ruinerait aux intérêts bien entendus des ouvriers; qu'elle réduirait les salaires; que la journée de 8 heures est immorale, parce que toute diminution des heures de l'atelier est une

HISTORIQUE

DE LA

JOURNÉE DE HUIT HEURES

SUITE ET FIN

« Considérant que jusqu'ici, les pouvoirs publics ont toujours passé outre à nos réclamations isolées dont ils se moquent, et qu'il importe de faire cesser enfin cette situation en présentant nos revendications sous une nouvelle forme, sous la forme collective générale, plus imposante,

» Décide :

1^o Le dimanche 10 février prochain, tous les syndicats et groupes corporatifs ouvriers de France devront envoyer, soit à la préfecture ou à la sous-préfecture, soit à la mairie de leur commune, une délégation chargée de réclamer les réformes suivantes :

» A Limitation à 8 heures de la journée de travail ;

» B Fixation d'un minimum de salaire, correspondant dans chaque localité au coût normal de la vie, au-dessous duquel aucun patron ne pourra faire travailler ses ouvriers.

2^o Le dimanche 24 février, la même délégation retournera chercher la réponse, appuyée autant que possible, par une manifestation de la population ouvrière.

3^o Tous les délégués présents au Congrès de Bordeaux s'engagent, dès leur retour, à s'occuper activement de préparer ce mouvement d'ensemble en vue de la date fixée. »

Le Congrès socialiste de Troyes (décembre

blesse numérique et ne voulaient pas la rendre publique.

Au second tour, devant la menace d'une coalition opportuniste-monarchique, nos amis ont dû consentir une liste de concentration or, plus exactement de juxtaposition, car les programmes, pas plus que les partis, ne se sont confondus. Ils ont eu cinq candidats, contre 4 aux radicaux. Et les neuf ont été élus dimanche dernier, les bourgeois ayant compris l'inutilité de la lutte et étant restés chez eux comme de vulgaires anarchistes.

Les cinq nouveaux conseillers du Parti ouvrier sont les citoyens Fouilland, Delorme, Parraud, (délégué au Congrès de Calais), Franc et Brossard cordonniers.

Le Conseil ainsi complété est convoqué pour dimanche à l'effet de nommer deux adjoints, qui seront — et ce ne sera que justice, — pris parmi les nôtres.

A.

REIMS

Les groupes du Parti ouvrier, la Chambre syndicale de l'industrie lainière et le Syndicat des ouvriers en bâtiment, ces deux derniers adhérents à la Fédération nationale des Chambres syndicales, avaient donné mandat au citoyen Pédron de les représenter aux Congrès de Lille et de Calais, et avaient organisé deux réunions publiques. La première, le Samedi 25 octobre, à la salle du bal Cérés avait principalement pour but le compte-rendu du mandat.

Le citoyen Pédron a fait longuement l'histoire des travaux du Congrès. Les applaudissements de l'assemblée (six cents personnes environ) prouvent que la classe ouvrière sort de sa torpeur, qu'elle étudie les questions économiques et sait reconnaître ses véritables défenseurs. Ont été aussi applaudis les secrétaires des deux Syndicats. A la fin de la réunion, un magnifique bouquet rouge a été offert au citoyen Pédron, gage d'estime et de sympathie que les ouvriers rémois ont acheté par souscription.

La deuxième réunion a eu lieu le lendemain dimanche à la salle du Bal des Romains. L'ordre du jour : De la nécessité des Groupes et Syndicats ouvriers et la journée de huit heures a été traité par le citoyen Pédron avec sa verve habituelle. L'assemblée, plus nombreuse que la veille, a souvent interrompu l'orateur de ses applaudissements unanimes.

Les deux conférences ont pris fin au chant de la Chanson des huit heures, entonnée par plus de six cents voix.

En somme, bonne journée pour la propagande.

Nous espérons bien qu'avant peu la parole socialiste se fera encore entendre à Reims.

E. C. QUIREL.

CAUDRY

Nos amis Pédron, Langrand et Renard, retour des Congrès de Lille et de Calais, se sont arrêtés à Caudry. Cette commune compte 600 tullistes.

Par les soins du Cercle d'études sociales, une réunion publique a été immédiatement organisée. Et c'est devant une salle comble que les délégués ont exposé la nécessité de l'organisation ouvrière et de la lutte de classe pour l'affranchissement des travailleurs. Les applaudissements qui ont interrompu presque à chaque phrase les orateurs socialistes ne permettent pas de douter qu'avec l'aide de Delcluze et Salembier, qui sont attendus d'un jour à l'autre, Caudry ne devienne bientôt une commune d'avant-garde comme Calais. La collecte au profit des grévistes de Calais a produit 15 francs, et on s'est

prolongation des heures du cabaret... Chansons que tout cela ! Tous ces profonds penseurs chanteront sur un autre ton quand la classe ouvrière sera la souveraine ; et, comme le disait Leibnitz, ils sont capables de démontrer la fausseté des vérités géométriques dès qu'il sera de leur intérêt de les trouver erronées.

Depuis longtemps, les socialistes ont cessé de payer attention aux arguments irrefutables, mais intéressés des patrons et de leurs économistes, qui, d'après Ricardo et Adam Smith ne sont que de misérables rabacheurs : ils savent que ces irrésistibles raisonnements valent ceux des défenseurs des privilèges nobiliaires, qui non moins, irréfutablement soutenaient qu'aucune sociale ne pouvait exister, sans une noblesse de sang, privilégiée et dirigeante.

D'ailleurs, les socialistes ne craignent pas d'avouer que la journée de huit heures n'est pas une réforme socialiste, et qu'elle n'est qu'un moyen pratique de mettre en mouvement les masses ouvrières, de les organiser, de les habituer à une action commune et de les préparer à s'emparer de la direction politique et économique de la société, aujourd'hui entre les mains de la classe capitaliste, non pas pour établir la journée de huit heures, mais pour imposer la distribution égalitaire du travail et des fruits du travail.

Le 1^{er} mai 1890, prouve que le Proletariat a entendu le mot d'ordre du manifeste communiste de 1848 :

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Paul Lafargue.

FIN.

séparé au chant des *Huit heures* entonné par la citoyenne Irène Charlet. Bravo, citoyenne !

A L'ÉTRANGER

ANGLETERRE

L'élection d'Ecceles vient de montrer que la seule chance pour un candidat libéral ou conservateur d'être élu, c'était d'écouter les revendications ouvrières et de se déclarer partisan de la journée légale de huit heures. Le vieux Gladstone commença à céder lui-même à l'opinion et à se déclarer partisan de la journée de huit heures, au grand scandale du Cobden-Club. Tous finiront par en passer par où les ouvriers voudront, et ils accepteront les conditions dictées par le prolétariat anglais. Si, plus tard, ils violent leurs promesses, il sera trop tard ; le coup sera porté, et la bourgeoisie ne se relèvera pas de sa dernière félonie.

Pendant ce temps une lutte terrible et décisive s'engage entre les Unions ouvrières et les Unions capitalistes. Cette fois, ce sont les Dockers qui engagent le combat. Les patrons ont offert des conditions magnifiques, qu'ils sont bien décidés d'ailleurs à ne pas remplir, à tous les ouvriers qui voudraient abandonner l'Union et à tous les « blacklegs ». Le *Standard*, à ce propos, fait un aveu assez plaisant que nous nous empressons d'enregistrer : « Un ouvrier employé d'une façon permanente, gagnant de bons gages, avec la perspective d'une pension après quinze ans, n'est pas si prêt à se laisser entraîner par un agitateur de profession que l'ouvrier employé irrégulièrement, qui erre par les docks, cherchant une occasion de travail ».

Le *Standard* oublie que ce sont justement les agitateurs de profession qui ont transformé l'ouvrier des Docks, plus exploité, il y a un an, en un ouvrier gagnant des gages à peu près raisonnables. Il a donc oublié la grève des Dockers, et le soulèvement d'indignation qui éclata en Angleterre, quand on apprit l'effroyable condition de l'ouvrier des Docks du East-End de Londres. Les patrons peuvent maintenant faire des offres tentantes ; l'ouvrier sait bien que ce n'est que dans l'intention de détruire l'Union sans qu'il n'aurait rien pu obtenir. — La farce du « Free labour », ou liberté du travail, inventée par les patrons australiens et anglais, n'occupera plus longtemps la scène, car personne ne se laisse prendre au beau zèle des capitalistes pour la liberté du travail.

ALLEMAGNE

Les socialistes de Hambourg ont fait de magnifiques funérailles au délégué, frappé de mort subite en plein Congrès de Halle, le « compagnon » Henri Baumgarten.

Ils étaient plus de 30,000 derrière le cercueil, ayant tous arboré un insigne rouge.

L'indemnité des membres du bureau du Comité directeur du Parti a été fixée aux chiffres suivants : Les deux présidents, Singer, député et Gerisch menuisier, chacun 50 marks (le mark vaut 1 fr. 25) ; les deux secrétaires, Auer, député et Fischer, typographe, chacun 250 marks ; le trésorier, Bebel, 150 marks.

ESPAGNE

Au Congrès socialiste de Halle

Chers Camarades,

En exécution de la décision prise au 2^e Congrès socialiste ouvrier espagnol tenu à Bilbao à la fin d'août dernier, nous vous envoyons, au nom du Parti, notre salut le plus cordial, et nos félicitations les plus enthousiastes.

Finalement, grâce à votre constance, à votre dévouement et à votre énergie, les lois d'exception que la bourgeoisie avait forgées contre vous ont été brisées et vous allez vous réunir au grand jour, pour affirmer d'une façon solennelle les grands principes du socialisme international, et vous donner l'organisation que réclame la phase nouvelle dans laquelle vous êtes entrés depuis le premier octobre.

Nous sommes sûrs que vos résolutions porteront l'empreinte du tact et de la prudence, et qu'elles montreront aux ennemis du prolétariat que si vous étiez unis lorsqu'on vous tenait en dehors de la loi, votre union sera encore plus ferme, maintenant que vous pouvez agir dans le cercle de la légalité. Aussi, nous n'avons qu'à vous dire que le Parti socialiste espagnol est avec vous de tout cœur, et qu'il cherchera à imiter votre grand exemple.

Vive la Démocratie socialiste allemande !

Vive l'union de tout le prolétariat !

Vive l'émancipation de la classe ouvrière !

Pour le Comité national : Francisco Diégo

secrétaire, Pablo Iglesias, président.

Madrid, le 8 octobre 1890.

Cette adresse, transmise par le citoyen Guesde au Congrès de Halle, a été accueillie par des applaudissements et un *hourrah* pour l'Espagne ouvrière et socialiste.

AUTRICHE

Le gouvernement prend naturellement fait et cause pour les compagnies de tramways contre les ouvriers. Ceux-ci ayant demandé à présenter leurs plaintes devant le magistrat de Vienne (Statthalter), celui-ci a fait répondre qu'il n'interviendrait pas dans la lutte tant que le service ne serait pas rétabli. Si les ouvriers reprenaient le travail, le gouvernement était décidé à montrer la plus grande bienveillance à leur égard.

Les ouvriers voient qu'ils n'ont rien à attendre du gouvernement, qui est aux mains des patrons.

Un Congrès de mineurs autrichiens aura lieu à Vienne les 7 et 8 décembre. En tête de l'ordre du jour figure la journée de 8 heures.

AUSTRALIE

La lutte continue entre les Unions australiennes et les Capitalistes. Malgré les bruits mensongers de reprise du travail colportés par les grands organes capitalistes, la lutte bat son plein : Les patrons qui protestent contre le nom de *blacklegs*, (littéralement *jambes noires*, comme en France on dit les *sarrasins*) infligé aux ouvriers qui travaillent à un tarif plus bas que celui fixé par l'Union, ont trouvé le beau nom de « travailleur libre », mais la *People's Press* fait remarquer avec raison que c'était le nom que l'on donnait jadis aux forçats (*convicts*) que l'on employait au prix les plus minimes.

Le *Trade's-Council* et les Unions d'Angleterre ont décidé d'envoyer de fortes sommes pour secourir les grévistes australiens et les aider à remporter la victoire. Les ouvriers anglais, et particulièrement les Dockers, n'ont pas oublié les secours que leurs frères d'Australie leur ont envoyés lors de la grève des Docks.

HYGIÈNE CAPITALISTE

IV

La dépopulation

On a beaucoup parlé de la dépopulation dans ces derniers temps à l'Académie de médecine, et de même que quand il s'agissait de la tuberculose, on a cherché tous les remèdes, sauf le remède radical, on a proposé toutes les solutions les plus fantaisistes, sans même s'adresser à la cause évidente de la maladie. Pour celui-ci, c'est le tabac, pour celui-là, c'est le phylloxéra qu'il faut accuser de la diminution de notre natalité. Des avis plus sérieux ont été émis, préconisant la vaccination, la désinfection des logements, l'hygiène dans toutes ses applications, la surveillance des ateliers et des milieux industriels, la protection de l'enfance, les primes d'encouragement aux producteurs, les impôts sur les célibataires, etc. On pourrait y ajouter un impôt sur les employeurs proportionnel au nombre d'employés, — et bien d'autres. Nos médecins se sont mis à plusieurs pour faire étudier cette question ; ils ont expliqué, chacun selon son idée, ce que la lanterne magique de leur science avait l'intention de démontrer, mais personne n'a songé à l'aluluer.

Un vieux compère de revue, M. Jules Simon, qui nous a surpris déjà au dernier premier mai par un certain à propos, et qui semble réellement se rendre quelque compte de la marche de la question ouvrière, car il se met constamment dans ses jambes, écrit : « J'ai étudié avec une religieuse sollicitude la vie privée des familles ouvrières et j'ose affirmer que l'insalubrité de l'habitation est le point de départ de toutes les misères et de tous les vices, de toutes les calamités de leur état social. Il n'y a pas de réforme qui mérite à un plus haut degré l'attention et le dévouement des amis de l'humanité. » C'est aussi à cette conclusion qu'aboutissent presque tous les hygiénistes, gens habiles à ménager la chèvre et le chou, la chèvre capitaliste parce qu'elle paie, et le chou prolétariat, parce que tout le monde en mange. Écoutez plutôt ce sage avis : « Partout où un chef d'industrie comprend, dit M. Picot, je ne dis pas son devoir, mais simplement son intérêt, il comprend qu'il lui faut pour instruments, non pas des esclaves fatigués, mais des hommes ; que le travail rapporte davantage, qu'il est mieux fait par l'homme qui s'est reposé une certaine heure de la journée, qui a dormi dans un intérieur honnête, qui a vécu dans un milieu respectable ; que cet ouvrier-là rapporte à son patron une somme de travail supérieure à celle que peut lui fournir un homme épuisé, qui vient à l'atelier après avoir passé une mauvaise nuit précédée d'une mauvaise soirée qu'il a passée au cabaret. »

Au moins, cette fois, soyons francs. Il y a donc à s'occuper pour le moment, non pas l'homme, mais *d'esclaves fatigués*, sans doute moins intéressants que ceux de M. de Monseigneur Lavignerie, mais enfin auxquels on reconnaîtra cette utilité sociale de rapporter une certaine somme de travail à leurs patrons. Les voici déjà plus dignes qu'on s'attache à eux, qui représentent directement l'intérêt du chef d'industrie. Il faut désinfecter un peu l'ergastule, car n'importe-t-il pas aussi un peu au patron d'entretenir son

matériel, même humain ? Sans doute le capitalisme français doit à la misère qu'il entretient, et qui lui livre la masse productive, de n'être plus obligé d'employer les moyens de coercition en usage dans l'antiquité, et qu'on peut retrouver de nos jours, dans quelques civilisations arriérées, en Russie et peut-être au Dahomey ; mais les entraves que l'esclave récalcitrant avait aux pieds s'appellent aujourd'hui, en style de presse ou de police, entraves à la liberté du travail ; l'effet est le même, ainsi que la manière d'en user : L'ouvrier finit toujours par rentrer dans le devoir. Mais il ne suffit pas de le tenir, il faut en tirer le plus possible de bénéfices, et le plus vite possible penndat qu'on le tient, car, s'il est vieux ou malade, il n'y a plus que l'hospice ou l'hôpital, — l'équarrissage final.

Aussi, faisons comme les fourmis prévoyantes qui gardent leurs pucerons, les soignent, les flattent, les marient, se chargent de la protection de l'enfance, veillent à la salubrité des logements, et en font de bonnes petites vaches à lait bien sages, à l'abri des doctrines subversives et des courants d'air socialistes.

Il y a une entente bien touchante parmi nos hygiénistes bourgeois, et cette fois ils ont touché la note juste : il ne faut pas laisser dépérir la poule aux œufs d'or. Les ouvriers parqués autour des mines, englobés dans ce qu'on appelle le *truc*, bien ligotés par les dettes et les obligations de toute nature, habitués au collier et cernés par la force publique au service de toute la classe parasite, comprendront pourquoi l'on s'intéresse à eux, et à quelles conditions leur est imposé cet intérêt même. Les femmes, que nous voyons avec joie occuper une place de plus en plus grande dans les grèves, sauront pourquoi on leur demande d'avoir des enfants, pourquoi on les écarte du travail de nuit pourquoi on s'intéresse aux maladies de l'enfance.

Ah ! si la machine pouvait fabriquer des travailleurs, on s'occuperait bien de tout ce monde de meurt-de-faim !

D^r Z.

PETITE CORRESPONDANCE

MM. Wien. — Le prix de l'abonnement de six mois pour l'étranger, est de quatre francs.

Citoyen R., rue Matignon, Paris. — L'administration du journal compte sur vous pour faire rentrer les abonnements.

Convocations et Réunions

PARTI OUVRIER

Agglomération Parisienne

Réunion plénière, salle Pasquier, 239, rue St-Martin à 8 heures 1/2 du soir, les 2^e et 4^e lundi de chaque mois

Cercle Collectiviste du XIV^e

Le premier et troisième lundi de chaque mois, réunion salle Ange, rue Mouton-Duvernet, 1, à huit heures et demie du soir.

Cercle socialiste révolutionnaire du IX^e

Réunion les premier et troisième jeudi du mois, salle Lemaitre, 49, rue Pigalle, à 9 heures du soir.

Cercle collectiviste des III^e et IV^e

Réunion les premier et troisième mardi de chaque mois, salle Préau, rue des Gravilliers, 14, à 9 heures du soir.

Cercle d'études sociales et d'action politique de la Santé

Réunion tous les mercredis à 8 heures 1/2, salle Bernier, rue de la Tombe Issoire, 41.

Groupe des Huit heures du XVIII^e

Tous les samedis réunion salle Petit, 1, rue Ste-Marie, à huit heures et demie du soir.

Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de la Seine

Réunion du Conseil, tous les lundis, à 9 heures du soir, au siège social, 47, rue de Cléry.

La Couture

Groupe corporatif des ouvriers et ouvrières tailleurs Réunion les premier et troisième mercredi du mois, salle Nicaise, rue des Petits-Carreaux, 1, à 9 heures du soir.

Union Socialiste révolutionnaire de Puteaux

Réunion chez Davin, rue de Nanterre, tous les quinze jours, le samedi à huit heures du soir.

LA PRESSE DU PARTI

LE CRI DU TRAVAILLEUR, organe du Parti ouvrier de la Région du Nord, 21, rue de Béthune, Lille;
 LE RÉVEIL SOCIAL, Commentry (Allier);
 LE SALARIAT, rue Cauchoise, 74, Rouen;
 L'ACTION SOCIALE, rue de Marseille, 3, Lyon;
 LA QUESTION SOCIALE, impasse Guiraud, 4, Bordeaux;
 LE PEUPLE PICARD, rue de Beauvais, 22, Amiens.

PUBLICATIONS RECOMMANDÉES

L'AUTONOMIE, organe socialiste anti-religieux, 27, rue de la Procession Paris.
 BULLETIN DE LA LIBRE-PENSÉE, 6, rue de Jarente Paris.
 LE CRI DU TRAVAILLEUR, 21, rue de Béthune, Lille.
 LE PROLÉTARIAT, 51, rue St-Sauveur, Paris.
 LE RÉVEIL SOCIAL, à Commentry Allier.
 LA RÉVOLTE, 140, rue Mouffetard, Paris.
 LA REVUE EUROPÉENNE, 64, r. de Turenne, Parxe
 LA REVUE SOCIALISTE, 8, rue des Martyrs, Paris.
 LE PARTI-OUVRIER, 114, rue Montmartre, Paris.
 «ROBOTNIK», Le travailleur, à Léopol, Pologne Autriche.
 SOZIAL DEMOKRAT, 114, Kentish Road, London Angleterre.
 LA RAISON, 83 boul. du Hainaut à Bruxelles Belgique.
 LA DÉFENSE DES TRAVAILLEURS, rue d'Ostende 33 à St Quentin, Aisne.
 M. FREIHEL' S.-BL. Dr Voelkel, MAGDEBURG-S - Allemagne.
 SONNTAGS-ZEITUNG, 65 Backenstr: WALBERSTADT, Allemagne.

VIENT DE PARAÎTRE COLLECTIVISME

ET RÉVOLUTION

DEUXIÈME ÉDITION
 augmentée d'une postface
 par
Jules GUESDE
 Prix : 20 Centimes

En vente chez Roux, rue Villeneuve 22, Bordeaux; chez l'auteur, avenue de Montsouris 14, Paris. et à la librairie du Parti (G. Crépin, 94 rue des Entrepreneurs.)

LIBRAIRIE DU PARTI OUVRIER

La Bibliothèque socialiste, qui s'occupe de la réédition des brochures épuisées et qui en éditera de nouvelles avant peu, tient dès aujourd'hui à la disposition des membres du Parti les publications suivantes :

	pxir	por
LA RELIGION DU CAPITAL, par Paul Lafargue	0,25	0,05
LE MATÉRIALISME ÉCONOMIQUE DE KARL MARX, par Paul Lafargue. Trois brochures : 1° l'idéalisme et le matérialisme dans l'histoire; 2° le milieu naturel, théorie darwinienne; 3° le milieu artificiel, théorie de la lutte de classe	0,30	0,05
L'ÉVOLUTION DU CAPITAL, par Gabriel Deville Cinq brochures : 1° genèse du capital; 2° formation du prolétariat; 3° coopération et manufacture; 4° machinisme et grande industrie; 5° fin du capital	0,60	0,10
PHILOSOPHIE DU SOCIALISME, par Gabriel Deville	0,25	0,05
L'ANARCHISME, par Gabriel Deville	0,10	0,05
SERVICES PUBLICS ET SOCIALISME, par Jules Guesde	0,30	0,05
SOUS PRESSE		
LE PROGRAMME DU PARTI OUVRIER, (ses considérants, ses articles), par Jules Guesde et Paul Lafargue, nouvelle édition	0,30	0,05
LA LOI DES SALAIRES ET SES CONSÉQUENCES, par Jules Guesde	0,20	0,05
Adresser toutes les demandes, accompagnées d'un mandat poste, à l'administrateur délégué, le citoyen Crépin, 94, rue des Entrepreneurs, Paris.		

ON PEUT S'ADRESSER

95, rue Montorgueil, PARIS

pour demander

LA JOURNÉE DE HUIT HEURES

LE PROGRAMME

DU

PARTI OUVRIER

SES CONSIDÉRANTS ET SES ARTICLES

par

Jules Guesde et Paul Lafargue

2^e Edition

PRIX : 30 centimes

En vente à l'Imprimerie Ouvrière, 21, rue de Béthune, Lille, et G. Crépin, rue des Entrepreneurs, 94, Paris.

Histoire du Socialisme

A MARSEILLE
 PAR JEAN COULET

Prix du volume : 1 FRANC (payable d'avance)
Photographie du Citoyen JULES GUESDE. — Congrès ouvrier de 1879. — Organisation du Congrès. — Organisation de groupes socialistes. — Congrès du Havre. — Manifestation Jessa-Helfmann. — Élections municipales de 1881. — L'agitation socialiste en 1882. — Congrès de St-Etienne. — Élections des citoyens Antide Boyer et Philémon Gras. — Élections législatives de 1885. — Conférence Paule Minck. — Élections municipales de 1886. — Élection du citoyen Philémon Gras. — Constitution du groupe de l'Union socialiste révolutionnaire. — Conférence Basly-Camélinat-Boyer. — Congrès ouvrier de Lyon. — Élection des citoyens Bernard Cadenat, Drouard et Dorion. — Discours du citoyen Bernard Cadenat, Discours du citoyen Philémon Gras. — Élection Félix Pyat. — A la salle du Kiosque. — Élection de 1888. — Le Meeting international du 27 mai. — Élection du citoyen Édouard Vaillant. — Meeting national du 8 juillet. — Meeting de solidarité publique. — Manifestation des 10 et 24 février 1889. — Punch du 18 mars. — Élections départementales du 28 juillet — Manifestes des citoyens Bernard Cadenat, Guicharnaud et Tressaud. — Opinion du citoyen Félix Piat. — LA CANDIDATURE D'EUGÈNE PROTOT. — La délégation Italienne à Marseille. — La candidature du citoyen Jules GUESDE. — Conférence Duc-Quercy-Guesde-Lafargue. — Lettre du citoyen Jules Guesde. — Protot faisant le jeu de Constans. — Les candidatures Morard, Tressaud et Antide Boyer. — Procès Protot-Jules Guesde. — Manifestation du 1^{er} mai.

Pour paraître en octobre prochain :

Almanach de la Question sociale

(Annuaire du socialisme international)

Sous la direction de **P. Argyriadès**

Cet Almanach, conçu dans un ordre nouveau, contiendra :

- 1° Une étude sur les transformations du calendrier.
- 2° Des notices sur tous les partis socialistes des différents pays
- 3° Des statistiques très intéressantes.
- 4° Une étude approfondie sur le socialisme scientifique.
- 5° Des articles sur divers sujets économiques.
- 6° Des poésies inédites de Louise Michel, Eugène Pottier, etc.

7° Des anecdotes, maximes, mots de combat etc.

8° Cause célèbre : Procès de la femme Souhain qui, poussée par la misère, étrangla ses cinq enfants — Plaidoirie in-extenso de M^e Argyriadès.

9° Un catalogue raisonné de tous les journaux et revues qui s'occupent d'économie sociale.

Un fort volume in-8°.

Prix : 1 fr. 25 pour la France et 1 fr. 50 pour l'étranger.

Afin qu'on puisse fixer le tirage, les personnes qui voudront posséder cet Almanach, sont priées de faire connaître de suite leur désir à l'administrateur, 5, boulevard Saint-Michel, Paris

Tous les souscripteurs recevront, comme prime en même temps que l'Almanach, une belle brochure sur le poète socialiste E. Pottier.

Les souscripteurs ne paieront qu'en recevant l'Almanach.

Imprimerie Ouvrière

Lille

21, rue de Béthune

IMPRIMÉS ADMINISTRATIFS

ET COMMERCIAUX

SPÉCIALITÉ POUR JOURNAUX

PIE IX AU PARADIS

PAR PAUL LAFARGUE

Peine brochure de 32 pages

ÉDITÉE PAR L'IMPRIMERIE DU PARTI OUVRIER

21 — Rue de Béthune — 21

LILLE

Vendue 3 centimes

LA CONFESSION D'UN CONFESSEUR

Publiée après le Suicide de son Auteur

PAR **Gustave ETHBER**

Cet Ouvrage dévoile d'incroyables Turpitudes

Envol franco c^o 3 f. 50 à la Librairie A. LE ROY,

37, Rue Graculuse, PARIS. — Catalogue gratis.

L'Imprimeur-Gérant : DELADERERE

Rue de Béthune, 21. LILLE.

LE SOCIALISTE

Organe Central du Parti Ouvrier

TOUS les DIMANCHES

LE SOCIALISTE

Organe Central du Parti Ouvrier

1 Fr. 30 par Trimestre

LE SOCIALISTE

Organe Central du Parti Ouvrier

PRINCIPAUX COLLABORATEURS:

BERNARD, G. CRÉPIN, FERROUL, FORTIN, JULES GUESDE, P. LAFARGUE, D' Z., etc.

LE SOCIALISTE

Organe Central du Parti Ouvrier

CORRESPONDANTS POUR LES DÉPARTEMENTS :

A. DELCLUZE, Calais; G. DELORY, Lille; H. CARBETTE, Roubaix; DESCHAMBRE, Armentières; LANGRAND et RENARD, St-Quentin; PÉDRON, Troyes; LECRIQUE, Reims; DUCLOS, Rouen; J. DORMOY, Montluçon; G. FARJAT, Lyon; V. MAZUEL, Commentry; VALLAT, Celles; CADENAT, J. COULET, Ph. GRAS, Marseille; Paule MINK, Montpellier; etc.

LE SOCIALISTE

Organe Central du Parti Ouvrier

CORRESPONDANTS POUR L'ÉTRANGER :

L. BENECHT, Allemagne; CUNNINGHAM GRAHAM, Angleterre; D' ADLER, Autriche; IGLESIAS et M..., Espagne; ANSELE et Van BEVEREN, Belgique; PLEKANOFF, Russie; PETERSEN, Danemark; etc.